

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 26/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SELESTE SCIC

13 avenue du Maréchal Juin
69720 Saint-Bonnet-De-Mure

Code AIOT : 0057800021

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/10/2025 dans l'établissement SELESTE SCIC implanté 6 rue Jean Moulin Z.A du moulin à vent 78280 Guyancourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été conduite de façon inopinée, afin de contrôler le retour à la conformité de l'établissement relativement aux dispositions réglementaires pour lesquelles une mise en demeure a été notifiée à l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SELESTE SCIC
- 6 rue Jean Moulin Z.A du moulin à vent 78280 Guyancourt
- Code AIOT : 0057800021
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SELESTE SCIC est un établissement d'incinération de cadavres d'animaux exploité sous le régime de l'autorisation et relevant de la rubrique 2740 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Contexte de l'inspection : Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Maîtrise de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	Demande d'action corrective	3 et 6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stockage à température négative	Arrêté Préfectoral du 18/04/2025, article 4	Levée de mise en demeure
2	Stockage à température négative	Arrêté Préfectoral du 18/04/2025, article 5	Levée de mise en demeure
3	Stockage à température négative	Arrêté Préfectoral du 18/04/2025, article 6	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a modifié les conditions d'exploitation de ses installations permettant une meilleure gestion des stocks de cadavres d'animaux. Par ailleurs, d'après les constats de l'inspection, réalisés de manière inopinée, la pratique du stockage d'appoint en camion frigorifique ne semble plus avoir cours. Enfin, les nouvelles modalités de stockage des cadavres dans la chambre froide d'infrastructure permettent aussi bien le nettoyage que le contrôle des parois et du sol, tout en offrant une meilleure préservation des emballages mortuaires des animaux.

Par conséquent, l'intégralité des manquements ayant justifié la notification de la mise en demeure du 18/04/2025 ont été résolus, permettant de lever cette dernière. Les mesures d'urgences associées, fixées par le même arrêté, ne sont plus nécessaires.

Si l'exploitant a amélioré les conditions de stockage de son installation, il doit à présent s'attacher à respecter strictement l'ensemble des prescriptions réglementaires qui encadrent le fonctionnement de son établissement (poids des cadavres incinérés limité à 40 kg), à répondre aux demandes de l'administration (fourniture d'une fiche BARPI relative à l'incendie du 21/02/2025 demandée dans la fiche n° 1 et réponse à la **non-conformité n° 20250403-NC-2** du rapport de l'Inspection des installations classées du 11/04/2025) et à améliorer la transparence et la traçabilité de l'exploitation du site au moyen de procédures formelles (formation du personnel, modalités de stockage, exploitation des fours, etc.).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockage à température négative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2025, article 4
Thème(s) : Élevage, Agencement des cadavres dans les locaux de stockage à température négative
Prescription contrôlée : L'exploitant est mis en demeure de respecter, sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 en limitant son stockage de cadavres aux seuls locaux dont le sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. <u>Article 9 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 :</u> Le sol des aires et des locaux dans lesquels des cadavres sont susceptibles d'être présents est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. [...]
Constats : L'équipe d'inspection demande à voir le contenu de la chambre froide et de l'intérieur des trois véhicules présents de la société servant aux tournées, que ce soit pour récupérer les cadavres auprès des clients (deux camionnettes) ou pour emmener des cadavres vers d'autres sites de crémation (un camion frigorifique). L'équipe d'inspection constate que seule la chambre froide d'infrastructure accueille désormais des cadavres d'animaux ; les camions n'en contiennent pas (contrairement aux constats du 3 avril 2025). L'équipe d'inspection n'a pas relevé de défaut permettant de douter de l'étanchéité du sol de la chambre froide. Les non-conformités n° 20250403-MED-1 et n° 20250403-MED-5 sont levées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Stockage à température négative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2025, article 5
Thème(s) : Élevage, Propreté des installations
Prescription contrôlée : L'exploitant est mis en demeure de respecter, sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 en adoptant des modalités de rangement permettant de rendre accessible : <ul style="list-style-type: none">• le sol du local frigorifique en vue de faciliter son nettoyage et son entretien ;• chaque sac mortuaire afin de faciliter la lecture des informations dont il est porteur sans manipulations excessives. <u>Article 5 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 :</u> L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. [...]

Constats :

L'équipe d'inspection constate que l'agencement et le nombre des cadavres d'animaux entreposés dans la chambre froide permettent au personnel d'accéder au sol pour entreprendre son nettoyage et son entretien. L'état de propreté de la pièce n'appelle pas de commentaire de la part de l'inspection.

L'équipe d'inspection constate par ailleurs que les sacs mortuaires sont désormais disposés de façon à pouvoir consulter les informations dont ils sont porteurs sans manipulations excessives susceptibles d'endommager ces sacs.

Les nouvelles modalités de stockage adoptées par l'établissement permettent de préserver au mieux l'étanchéité des sacs mortuaires.

Les non-conformités n° 20250403-MED-2 et n° 20250403-MED-4 sont levées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Stockage à température négative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2025, article 6

Thème(s) : Élevage, Stock de cadavres

Prescription contrôlée :

L'exploitant est mis en demeure de respecter, sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 en procédant à l'incinération de son stock de cadavres jusqu'à ce que ce dernier soit exclusivement contenu dans le local à température négative d'infrastructure.

L'exploitant traite en priorité les cadavres dont l'étanchéité des sacs mortuaires est défectueuse puis ceux dont la date d'arrivée est supérieure à un mois.

Article 10 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 :

I. Les cadavres ou lots de cadavres d'un poids atteignant au maximum 100 kg sont livrés dans des emballages étanches, sauf lorsqu'ils sont apportés directement et individuellement par un particulier.

[...]

Chaque emballage ou éventuellement chaque cadavre porte une identification permettant de faire le lien avec les informations fournies par le détenteur ou le propriétaire du cadavre.

Hormis les parties de cadavres issues d'actes vétérinaires, les cadavres sont réceptionnés entiers et aucune découpe n'est réalisée entre la réception et l'incinération.

Pour chaque cadavre ou pour chaque lot livré, l'exploitant enregistre et conserve pendant deux ans les informations suivantes, qu'il peut enregistrer sur le document commercial ou le certificat sanitaire prévus par les règlements susvisés :

- la date de réception ;
- la date d'incinération ;
- le poids du cadavre ou du lot.

<p>II. Si les cadavres ne peuvent pas être incinérés dès leur arrivée, ils sont immédiatement stockés en chambre froide. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'équipe d'inspection a pu constater la vacuité des véhicules de l'établissement, en particulier celle du camion frigorifique qui était précédemment utilisé de manière illégale comme stockage d'appoint au moment des précédentes inspections (avril et mai 2025) : l'ensemble des cadavres d'animaux stockés par l'établissement est, le jour de l'inspection, entreposé dans la chambre froide d'infrastructure dont la température est en mesure d'être suivie et enregistrée. L'équipe d'inspection n'a pas demandé à contrôler l'historique du suivi des températures.</p> <p>La non-conformité n° 20250403-ME-3 est levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 4 : Maîtrise de l'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.</p>
<p>Constats :</p> <p>A l'arrivée de l'équipe d'inspection, un unique agent de crémation nommé Q. L. est présent avec 2 chauffeurs assurant les tournées et aucun agent d'encadrement n'est sur site. L'équipe d'inspection constate que l'agent de crémation Q. L. assure seul la conduite des crémations en cours (les 2 fours sont en fonctionnement au moment de l'inspection) pendant que les chauffeurs s'affairent à préparer leurs véhicules pour un départ imminent. L'agent de crémation Q. L. déclare avoir rejoint la société en juillet 2025, soit depuis moins de 3 mois.</p> <p>Plus tard pendant l'inspection, la personne responsable du site rejoint les installations. L'équipe d'inspection lui demande comment se déroule la formation des nouveaux agents de crémation après leur recrutement. L'exploitant explique que chaque agent de crémation reçoit une formation interne de 2 semaines (tutorat par un autre agent déjà formé), ainsi qu'une formation technique sur les incinérateurs, réalisée par la société FT, conceptrice des installations exploitées sur site.</p> <p>L'agent de crémation Q. L. est interrogé par l'équipe d'inspection : il indique ne pas encore avoir</p>

reçu la formation dispensée par le fabricant des fours mais avoir bénéficié du tutorat à son arrivée.

L'équipe d'inspection demande à voir les éléments de traçabilité permettant de justifier que l'agent de crémation Q. L. a, au minimum, reçu la formation interne mais la responsable de site précise que les formations internes ne sont, à sa connaissance, pas tracées (elle précise ne disposer que d'un mois d'ancienneté dans l'entreprise) Outre l'absence de formalisation de la formation interne ne permettant pas de s'assurer ni de son contenu ni de sa bonne acquisition par les bénéficiaires, cette situation apparaît peu satisfaisante dans la mesure où l'agent de crémation Q. L. se trouvait être seul dans l'établissement et à la conduite des installations en marche, alors qu'il n'a pas achevé sa formation technique.

Postérieurement à l'inspection, l'exploitant transmet à l'équipe d'inspection par courriel du 04/11/2025 les éléments de traçabilité concernant la formation technique dispensée par le constructeur des fours au profit de 4 des 6 agents de crémation de l'établissement. L'exploitant précise que les 2 collaborateurs qui n'ont pas encore été formés étaient pour l'un en arrêt de travail lors des séances et, pour l'autre, recruté postérieurement à ces dernières.

Non-conformité n° 20251031-NC-1 :

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que le personnel conduisant les crémations est formé à ces opérations.

L'exploitant doit sous 6 mois établir un plan de formations (interne et externe), formaliser le contenu de ces dernières, faire dispenser les formations requises à l'ensemble du personnel intervenant dans la conduite des installations de crémation et mettre en place un suivi permettant d'attester que les formations requises ont été dispensées aux intéressés et/ou, au besoin, renouvelées. Le plan de formation et le contenu des formations est transmis à l'inspection dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 et 6 mois